

Manche

Cherbourg-en-Cotentin. Mobilisation Des élèves contre des caméras au lycée

QUOTIDIEN LA PRESSE DE LA MANCHE | vendredi 1 décembre 2017

992 mots



Avant même l'arrivée des lycéens manifestants des autres établissements, il y avait du monde à l'entrée du lycée Millet à l'occasion du blocage commencé tôt le matin.

Hier matin, plusieurs lycées ont été bloqués par des élèves manifestant notamment contre le projet de caméras de vidéosurveillance.

« Mes camarades, on ne peut pas dire aujourd'hui que la manifestation a été un succès bien qu'elle soit une véritable réussite de mobilisation lycéenne, certains d'entre nous ont été inquiétés, et pourtant nos revendications sont toujours intactes et les leurs aussi. Continuons le combat, ce n'est qu'un début. » Tel est le message que l'on peut lire sur la page Facebook de l'UNL-SD (Union nationale lycéenne, syndicale et démocratique) de la Manche.

Il faut dire qu'une certaine confusion a régné durant la matinée. Quel(s) mot(s) d'ordre pour cette mobilisation quelque peu improvisée ? La sélection probable à l'avenir à l'entrée de l'Université dans les filières où le nombre de places est inférieur à la demande ? La baisse des APL (aides au logement) de 5 € pour les futurs étudiants ? Ou alors le thème qui a été mentionné un peu plus distinctement que les autres : le développement de la vidéosurveillance aux entrées des lycées qui souhaitent cette « protection » ?

Des cours annulés

Toujours est-il que les jeunes ont avancé en ordre dispersé, et que le programme des manifestations a laissé place à pas mal d'improvisation, surtout au niveau de l'itinéraire. Ce qui

est certain, c'est que les deux plus gros blocages sont intervenus aux entrées des lycées Tocqueville et Millet. Les premiers ont rejoint les seconds en passant par le centre-ville, sous la garde rapprochée de la police, faisant étape notamment du côté de Grignard. Des élèves de Doucet et Sauxmarais étaient également mobilisés, « **même une personne de Cachin !** », précise dans un sourire une manifestante.

Combien étaient-ils, au final ? Deux cents, peut-être. En tout cas, des cours ont dû être annulés durant la matinée. Au lycée Millet par exemple, « **seuls les professeurs, les personnels, les étudiants en Prépa et les élèves passant des épreuves d'EPS comptant pour le bac ont été autorisés par les lycéens manifestants à entrer. Le service d'accueil ainsi que la Vie scolaire ont répondu au mieux aux très nombreux appels des parents soucieux des événements** ». Le lycée a été débloqué vers 11 h 30, dans le calme, tout a été rangé, et les cours ont pu reprendre à partir de 13 heures.

Circulation perturbée

Selon le commissaire de Cherbourg, Frédéric Huignard, « **cette manifestation n'avait pas été déclarée en sous-préfecture, ce qui est pourtant obligatoire, faute de quoi c'est un délit. Rappelons qu'il faut les noms de deux organisateurs, leurs coordonnées, l'itinéraire, afin que la police puisse se préparer, surtout pour assurer la sécurité de tous. Là, c'était désorganisé et heureusement qu'il n'y a pas eu de problèmes, à part une circulation quelque peu perturbée en centre-ville** ».

Voilà pour la forme. Sur le fonds, zoom sur la vidéoprotection à l'entrée des lycées et les incitations financières de la Région Normandie pour son développement. Un débat pour lequel les avis sont partagés (dans les établissements comme sur notre page Facebook) entre les partisans des caméras qui veulent « plus de sécurité et de surveillance » et les anti-caméras qui mettent en avant « une réduction des libertés individuelles », façon « Big Brother vous regarde ».

« D'autres solutions pour protéger »

Selon l'UNL-SD, et son représentant à Cherbourg, Lucas Picot : « **On est contre ce projet de 10 millions d'euros de la Région qui vise à installer des caméras aux entrées ! Le coût est énorme alors que dans le même temps, nos options (arts plastiques, audiovisuel, etc.) sont menacées. Il y a d'autres solutions pour protéger les lycéens du terrorisme, par exemple les regroupements de fumeurs dehors que l'on pourrait orienter vers d'autres endroits.** »

Il y a un an tout juste, le sujet faisait déjà polémique au niveau régional et une pétition avait été lancée sur un site internet spécialisé : « *L'utilisation de dispositifs de vidéosurveillance dans les lycées constitue une réelle atteinte à la vie privée des lycéens [...] Il est complètement incohérent de dépenser 10 millions d'euros dans un dispositif inefficace, les mesures de sécurité ayant déjà été renforcées - plus de 700 000 € ont été investis - et l'accès aux lycées étant interdit à toute personne étrangère aux établissements.* »

Selon les anti-caméras, elles ne pourront jamais empêcher les attentats de se produire. « **Trop de sécurité tue la liberté. Les élèves souhaitent venir au lycée sans avoir l'impression d'être surveillés. C'est une dérive sécuritaire.** »

Nicolas LEPIGEON